

Des oeuvres de réfugiées syriennes exposées sur la gare de Strasbourg



AFP, publié le vendredi 19 juillet 2019 à 14h08

Elles ont représenté des bombes mais aussi des fleurs et des oiseaux: des oeuvres de femmes syriennes réfugiées en Turquie sont actuellement présentées sur la gare de Strasbourg, une exposition organisée par le Programme alimentaire mondial pour faire mieux comprendre le ressenti des réfugiés.

Des reproductions de leurs oeuvres sont exposées sur la verrière extérieure du bâtiment jusqu'à la mi-septembre, afin de les mettre "à la hauteur de l'architecture de la gare", explique Sylvain Bailly, de Gares et Connexions, branche de la SNCF qui organise une centaine d'expositions par an.

Ces douze femmes, âgées d'une vingtaine à une soixantaine d'années, ont suivi une courte formation à la linogravure, la sérigraphie et au patchwork en Turquie grâce au Programme alimentaire mondial de l'ONU, qui vient en aide aux plus vulnérables des 4 millions de réfugiés hébergés par la Turquie.

Sur l'une des oeuvres, Hatice D, 38 ans, a représenté des pupitres d'écoliers pour illustrer le courage qu'il lui a fallu pour aller chercher son fils à l'école après le bombardement du bâtiment.

Emine N, elle, ne voulait pas quitter la Syrie lorsque le conflit a commencé et a d'abord déménagé d'Alep à la campagne environnante avec sa famille. Elle a représenté des bombes transformées en fleurs pour illustrer l'espoir du retour de la paix.

La plupart des patchworks aux couleurs vives figurent les maisons de ces femmes, souvent détruites mais restées gravées dans leurs mémoires.

"En travaillant avec ces réfugiés les plus vulnérables, nous nous sommes demandé si certains d'entre eux aimeraient exprimer quelque chose de leur expérience à travers l'art. Nous avons fait cela aussi pour améliorer la compréhension entre la population turque et les réfugiés", explique Martin Penner, responsable de la communication pour le Programme alimentaire mondial en Turquie.

"C'est absolument incroyable ce qui est sorti de cette toute petite formation pour ces douze femmes qui n'avaient aucune expérience artistique", estime-t-il, parlant d'un "récit à la première personne de ce que c'est d'être un réfugié vulnérable".

Il se dit heureux que ces oeuvres servent aujourd'hui à faire mieux comprendre à des Européens le "voyage émotionnel" effectué par ces femmes, entre peur, nostalgie et espoir.

Quand des parlementaires français piétinent le droit international en Palestine occupée



Des parlementaires français visitant un site archéologique à l'étranger, cela pourrait être considéré comme une anecdote. La visite de 35 parlementaires français à Jérusalem-Est illégalement annexée aurait dû attirer l'attention de la presse française. En effet, c'est accompagnés par l'association d' « archéologues » israéliens Elad, dont le but avoué est de renforcer la présence des colons juifs dans le quartier palestinien de Silwan (situé à Jérusalem Est en Palestine occupée) que ces représentants du peuple français ont parcouru un tunnel inauguré il y a quelques jours en présence de l'ambassadeur des USA et construit sous ce quartier palestinien en violation du droit international. A l'origine de ce voyage : le réseau d'influence israélien ELNET.

Ces parlementaires ont sciemment et en toute connaissance de cause choisi de fouler aux pieds le droit international. Les propos tenus à cette occasion par le sénateur socialiste Simon Sutour sont purement et simplement scandaleux : ils épousent la doctrine israélienne selon laquelle tout lieu entre la Méditerranée et le Jourdain où une supposée présence juive historique est décrétée par les autorités archéologiques israéliennes doit être vidée de toute présence palestinienne – des récits bibliques tiennent lieu dans la bouche de parlementaires français d'ordres d'expulsion de populations vivant sous occupation militaire.

Aurore Bergé – qui est à la fois présidente du groupe d'amitié France-Israël et porte-parole du parti présidentiel – était du voyage. Alors que le Consul Général de France, pour marquer son opposition à la politique de dépaletinisation de la ville, s'était rendu peu avant sur les lieux de la démolition de 35 maisons palestiniennes programmée par Israël dans un quartier palestinien de Jérusalem-Est, Aurore Bergé a déclaré, toute honte bue : « Israël est un pays ami et allié et notre enjeu est de banaliser les relations entre les deux pays indépendamment du conflit israélo-palestinien » ! Aux oubliettes les résolutions de l'ONU, aux oubliettes l'apartheid et la colonisation comme valeur nationale inscrite dans la constitution israélienne, aux oubliettes les massacres à Gaza, les enfants assassinés ou emprisonnés, les déplacements forcés de population ! Banalisons, il n'y a rien à voir.

Quand des députés sous influence perdent toute boussole, c'est qu'il est temps de dire STOP. Le mois dernier déjà, à l'invitation du même réseau ELNET, des députés français avaient rencontré des représentants des colons de Cisjordanie occupée banalisant de fait ce crime de guerre qu'est la colonisation. Et le député Sylvain Maillard, qui participait aussi au voyage à Jérusalem, leur avait fièrement présenté sa proposition de résolution « pour lutter contre l'antisémitisme », qui n'a d'autre objet que de combattre celles et ceux qui s'opposent à l'État d'Israël et à sa politique.

Au-delà du fait que ces parlementaires sont complètement déconsidérés, de tels propos ne peuvent rester sans réaction. Ces parlementaires doivent être rappelés à l'ordre par le président de l'Assemblée nationale et du Sénat et les présidents de leurs groupes politiques. Le président de la République doit désavouer sans ambages la porte-parole du parti présidentiel, s'il veut éviter le constat d'un double jeu de la France.

Association France Palestine Solidarité (AFPS)

21 ter rue Voltaire 75011 Paris - Tél. : 01 43 72 15 79